

Boycott des concertations ! Grève générale jusqu'au retrait !

Après 18 mois de concertation avec le « haut-commissaire » gouvernemental Delevoye, les directions syndicales ont appelé à une journée d'action le jeudi 5 décembre. Pour bloquer le projet de retraites à points de Macron, Philippe et Delevoye, des millions de travailleurs ont arrêté le travail pendant 24 heures : 70 % dans les écoles (selon le Snuipp-FSU), 75 % dans les collèges et lycées (selon le Snes-FSU), 60 % à EDF et ses filiales (selon la CGT), transport aérien (30 % de vols annulés), raffineries (8 sur 9 en grève), personnels hospitaliers, éboueurs...

Malgré leurs directions syndicales (CGT, UNSA, SUD, CFTD, FO...) qui n'appellent toujours pas à la grève générale jusqu'au retrait, les travailleurs de la RATP et de la SNCF poursuivent leur grève. Ils ont raison ! Mais s'ils restent isolés, ils ne peuvent gagner et nous perdrons tous. Pourtant, Martine (CGT), Veyrier (FO), Groison (FSU), Beynel (Solidaires), Lescure (UNSA...) ont décidé de cantonner les millions de travailleurs dans des « journées d'action ». Au lieu d'une grève totale, c'est une nouvelle journée d'action le 10 décembre que l'intersyndicale décrète.

C'est une honte ! La succession des journées d'action a déjà conduit aux défaites en 2003 (retraites), 2010 (retraites), 2016 (loi El Khomri), 2018 (SNCF). Quand les bureaucraties syndicales et leurs adjoints (LO, NPA, POI, CNT, UCL...) appellent, entre les journées d'action, aux « grèves reconductibles », ils préconisent la dispersion, le chacun dans son coin, le chacun quand il peut, pendant que les chefs confédéraux négocient avec le gouvernement. C'est le contraire du tous ensemble, le contraire de la grève générale.

À l'opposé de cette collusion avec le gouvernement qui joue la montre et compte sur les journées d'action pour briser la lutte et maintenir la division entre « régimes spéciaux », fonctionnaires et salariés du privé, l'AG réunissant 500 grévistes et manifestants réunie à la Bourse du travail de Lyon le 5 décembre a adopté l'appel suivant.

Le projet de réformes des retraites du gouvernement n'est pas négociable. Pour obtenir son retrait pur et simple, il faut parvenir à la grève générale interprofessionnelle jusqu'à son retrait.

L'AG demande à tous les collègues de se prononcer dans les Assemblées générales pour la grève générale jusqu'au retrait et à élire leurs délégués sur cette base pour construire la grève générale.

Elle demande à tous les syndicats de cesser de négocier la réforme avec le gouvernement et d'appeler immédiatement à la grève générale interprofessionnelle jusqu'au retrait ! (112 pour, 30 abstentions, 3 contre)

En reprenant cet appel et en le popularisant, les AG de grévistes ne tomberont pas dans le piège des « temps forts » et de la reconduction qui impose de faire grève chacun dans son coin, sans savoir ce que les autres travailleurs font ou feront.

Face à la mobilisation de masse et grâce à la nouvelle journée d'action du 10 décembre, le gouvernement manœuvre. Il compte sur les directions syndicales pour revenir discuter des conclusions du projet de loi le lundi 9 décembre et se permet d'affirmer son but : « *la mise en place d'un système universel de retraites implique la disparition des régimes spéciaux* ». Et sa méthode :

La ministre des Solidarités et de la Santé et le

Haut-commissaire aux retraites rencontreront lundi l'ensemble des organisations syndicales et patronales pour clôturer le cycle de négociations sociales et de débat avec les Français qui a été ouvert sur le sujet des retraites. Ils établiront un bilan complet des attentes, des préoccupations, des points d'accord et des points de désaccord. (Philippe, 6 décembre)

La victoire pour le retrait pur et simple passe par le boycott de toute concertation ! Dirigeants syndicaux, votre place est dans la rue et pour la grève générale ! Pas dans les salons du gouvernement !

Dans les syndicats, dans les assemblées générales, il faut imposer la rupture avec le gouvernement et préparer la grève générale jusqu'au retrait du projet.

- Boycott des concertations avec le gouvernement ! Dirigeants syndicaux, sortez du Conseil d'orientation des retraites !
- Retrait du plan Macron-Philippe-Buzyn-Delevoye !
- Augmentation des cotisations patronales ! Suppression des cotisations des salariés ! Abrogation des mesures antérieures contre les retraites !
- Élection de délégués pour constituer une coordination nationale de la lutte ! Autodéfense des manifestations !

8 décembre 2019

